

La construction d'un partenariat universitaire à Madagascar autour du développement durable

Philippe Méral
Économiste

L'expérience

L'émergence du partenariat dont il est question ici date de 1999. À cette époque, l'UMR C3ED (IRD et université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), en cours de création, cherche à développer un programme de recherche à Madagascar sur les politiques environnementales et la gestion de la biodiversité dans une optique de développement durable. L'idée initiale en revient à Christian Chaboud, économiste à l'IRD, sur la base de l'expérience du PRE-COI¹. Les travaux engagés à l'époque dans ce programme qui visait la promotion d'une politique de gestion durable des ressources naturelles, ainsi que l'existence d'une politique environnementale ambitieuse visant à concilier les trois piliers du développement durable, créent à ses yeux une opportunité intéressante pour développer un programme de recherche sur ces thématiques. Personnellement, venant juste d'être recruté à l'Orstom-IRD, je suis affecté dans cette nouvelle UMR. Mon souhait est de connaître une première expérience d'expatriation. Le choix de

¹ Le PRE-COI est le programme régional en environnement de la commission de l'océan Indien. Ce programme pluridisciplinaire s'est déroulé de 1995 à 2000.

Madagascar est donc intimement lié aux relations amicales entretenues avec certains chercheurs de l'IRD qui travaillent dans ce pays depuis longtemps (Christian Chaboud déjà cité, mais aussi dans une moindre mesure Michel Langlois et Emmanuel Fauroux dont je ferai la connaissance lors de ma toute première mission).

Cette première mission, justement, est réalisée en novembre 1999. Elle sera suivie d'une autre, en mai 2000. L'une et l'autre nous permettent de jeter les bases d'un partenariat avec l'université d'Antananarivo, et plus particulièrement avec le département Économie de la faculté Droit, économie, gestion et sociologie (DEGS). Ce partenariat a été amorcé par un jeune enseignant-chercheur malgache, Hugues Rajaonson, dont Christian Chaboud avait été rapporteur de sa thèse, à l'Ensar (École nationale supérieure agronomique de Rennes, actuellement Agrocampus ouest) de Rennes, quelques années plus tôt. Les liens amicaux qu'il entretient avec Christian Chaboud, mais aussi avec la directrice de la future UMR C3ED, Sylvie Faucheux, nous permettent de construire un partenariat avec l'université au sein de laquelle il est devenu enseignant-chercheur. Il dirige un DESS d'analyse des politiques environnementales et fait intervenir de nombreux chercheurs (non économistes) avec lesquels il collabore depuis quelque temps dans le cadre de recherches pluridisciplinaires sur la gestion communautaire de l'environnement.

La création d'un laboratoire miroir à celui de l'UMR C3ED est envisagée dès 2000 et se concrétisera, notamment grâce à l'appui du représentant de l'IRD de l'époque (François Rivière), en mars 2001. Il prend le nom de C3EDM pour Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement à Madagascar.

Lors des missions de 1999 et 2000, je rencontre d'autres chercheurs malgaches qui vont composer le C3EDM. Ces chercheurs ont tous été impliqués dans un précédent laboratoire dirigé par un professeur, Mamy Razafindrabe, décédé il y a quelques années. L'équipe s'est retrouvée sans leader ; chacun a alors repris son travail d'enseignant au quotidien laissant la dynamique collective en sommeil. Ensemble, nous élaborons le programme scientifique avec plus de précision. Jusqu'alors, il ne l'était que dans ses grandes lignes. Celui-ci, dénommé « politiques environnementales et gestion locale des ressources » (avec l'acronyme Eger 1), se décline en deux axes : un axe dédié à l'analyse de la politique environnementale au niveau macroscopique mettant en avant les

relations avec les bailleurs de fonds, les politiques internationales (dans la continuité du Sommet de la terre à Rio, en 1992...). Un second axe porte sur les déclinaisons locales (la valorisation économique de la biodiversité dans la forêt des Mikea).

La décision de travailler sur un site en particulier, la forêt des Mikea, est prise afin de renforcer le programme Gerem (Gestion des espaces ruraux et de l'environnement à Madagascar) dirigé par P. Milleville (IRD). Ce programme est en phase finale, et l'idée d'avoir un complément en économie de l'environnement nous permet d'élaborer un premier terrain tout en profitant des données accumulées par cette équipe depuis plusieurs années.

Ce choix, bien que cohérent pour l'IRD et faisant sens sur le plan scientifique, va créer des problèmes en termes de partenariat. Une première mission avec des étudiants de 3^e cycle est réalisée en juin 2001. Mais très vite, je me rends compte que mon partenaire (chercheurs et étudiants) est des hautes terres (ethnies des Merina), alors que le terrain d'application est côtier (ethnies des Masikoro et Vezo). Les relations sont souvent tendues et ces derniers accusent à demi-mot les premiers d'ingérence, de comportements dominants, traduisant en cela le poids de l'histoire de ce pays. Par ailleurs, le programme Gerem travaille avec un partenaire national, le Centre national de recherche en environnement (CNRE) qui a autorité pour intervenir dans l'ensemble du pays. Quant à nous, nous intervenons avec l'université d'Antananarivo, la capitale, alors qu'il existe une université régionale plus proche de la forêt des Mikea (université de Tuléar). Le partenaire est donc assez réticent à poursuivre ces recherches là-bas. De fait, les chercheurs malgaches du programme Eger 1 (Économie et gouvernance de l'environnement et des ressources) vont développer d'autres terrains plus à proximité de la capitale (Arivonimamo et Manjakandrina).

Le partenariat revêt également une caractéristique plus institutionnelle puisqu'il s'agit de créer physiquement un laboratoire au département d'économie. Affecté en mars 2001 dans ce département, mon rôle va consister à créer physiquement le centre de recherche. Au-delà du programme de recherche que je mène parallèlement, je coordonne la rénovation de la pièce (40 m²) censée nous accueillir, et je m'occupe de l'équipement informatique et bureautique, de la création d'un fonds documentaire et du recrutement d'une secrétaire.

Quelques mois plus tard, le centre de recherche devient opérationnel. La dynamique collective s'instaure rapidement autour d'une vingtaine de membres, à l'implication variable... Certains sont très impliqués, d'autres plus dans une position d'attente (soit de réel lancement du laboratoire, soit d'opportunités telles que les missions...). Pour animer le collectif, nous élaborons ensemble une première lettre d'information, en décembre 2001. Nous réalisons un atelier sur la gouvernance locale (« gouvernance locale à Madagascar : représentation, participation, modélisation »), en septembre 2002. Cette initiative a permis à ces chercheurs malgaches de valoriser plusieurs travaux antérieurs à notre venue. Le choix des thèmes, des personnes... a vraiment été co-construit.

Malgré l'appui financier de l'UMR, le souhait de tous est de rapidement trouver des sources additionnelles de financement. En effet, si l'appui institutionnel est assuré, au moins dans un premier temps, le financement des recherches proprement dites (missions de terrain, enquêtes...) ne l'est que pour ceux qui travaillent directement sur nos objets de recherche. Par exemple, le projet de recherche Eger 1, que je coordonne, rassemble plusieurs universitaires français (Géraldine Froger, Audrey Aknin, Jean-Marc Douguet) et chercheurs de l'IRD (Christian Chaboud, Michel Langlois) et associe quelques membres du C3EDM (Vestaly Herimandimby, Lucie Rabaovolonona et Daniel Jules Randriamanalina), mais pas tous. Sur les dix-neuf enseignants-chercheurs officiellement membres du laboratoire, seuls quelques-uns sont directement impliqués dans des travaux de recherche spécifiquement appuyés par l'UMR.

Afin de couvrir l'ensemble des travaux du C3EDM, un projet de JEAI (jeune équipe associée de l'IRD) est élaboré au printemps 2002. Sa construction fait l'objet d'un vaste chantier. L'initiative est laissée au partenaire qui définit cinq axes de travail correspondant à cinq grandes thématiques de travail portées par les enseignants-chercheurs. Grâce à une sélection qui nous est favorable, le C3EDM bénéficie pour deux ans d'un statut de jeune équipe ; ce qui en fait, me semble-t-il, un des premiers partenaires à bénéficier de ce nouveau dispositif.

Un des points marquants de ce partenariat est également l'apport des doctorants. La publicité autour de la création du C3EDM et l'important réseau créé par les membres (et leur connaissance croissante des dispositifs de l'IRD) conduisent plusieurs chercheurs à postuler pour des bourses de thèse de l'IRD ou de l'université de Versailles, voire de

l'AUF. Leur arrivée est le résultat de plusieurs processus : certains sont des enfants de chercheurs déjà implantés à l'université, d'autres sont des étudiants qui nous sont recommandés par les collègues malgaches (étant sortis premiers des promotions de DEA, par exemple), d'autres se présentent spontanément à nous. Le processus est toujours le même : une fois identifié, l'étudiant postulant est mis à contribution pour son mémoire de DEA ou pour une vacation particulière au sein de mon programme Eger 1 ou de la JEAI ou pour le C3EDM. À l'issue, nous évaluons sa capacité à poursuivre en thèse. À ce moment-là, nous proposons, avec les professeurs malgaches, un sujet de thèse et nous identifions les sources potentielles de financement. Par la suite, les doctorants entament leurs recherches en interactions avec le chercheur français. Les relations de suivi de thèse avec les collègues malgaches sont moindres. Seul le choix des terrains, les protocoles d'enquêtes, les grandes lignes de la problématique sont définis en commun. Ces jeunes chercheurs vont, tout au long de leur thèse, être les chevilles ouvrières du C3EDM. Il est vrai que la dynamique collective est rapidement mise à mal par les événements politiques de la Grande Île lors de l'élection présidentielle de décembre 2001. La lutte que se livrent les deux protagonistes, Didier Ratsiraka (président sortant) et Marc Ravalomanana (challenger et maire de la capitale), pour l'accession à la présidence du pays et le blocage économique qui s'ensuit jusqu'en mai 2002 ralentissent l'activité du centre de recherche. Les jeunes doctorants, dans une phase de travail intense, peuvent se concentrer sur leur état de l'art propre à leur sujet. Les plus anciens sont plus aspirés dans la tourmente politique et dans le renouvellement des cadres de l'administration qui suivra l'accession de Marc Ravalomanana au pouvoir à la mi-2002.

De 2002 à la mi-2005, nos activités sont davantage consacrées au travail de terrain en province, qu'il s'agisse des travaux liés spécifiquement aux programmes de l'UMR ou ceux de la JEAI. Parallèlement, grâce à nos connections avec des chercheurs travaillant au Canada, le C3EDM devient partenaire de l'IEPF et de son programme Moged². Cela lui permet d'organiser un atelier régional sur l'économie de

² L'Institut de l'énergie de l'environnement de la francophonie (IEPF) est une institution de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). L'IEPF a développé plusieurs programmes dont celui sur la Maîtrise des outils de gestion pour le développement durable (Moged).

l'environnement, puis de participer à d'autres ateliers au Canada. Ce rayonnement international naissant permet à plusieurs doctorants malgaches de présenter leurs travaux lors de la VIII^e Conférence internationale de l'association d'Économie écologique (ISEE : International Society for Ecological Economics), à Montréal, en juillet 2004. L'une de nos étudiantes, Vahinala Raharinirina, obtient même le prix de la meilleure présentation d'étudiants...

La restitution publique de nos travaux aura lieu le 25 mars 2005, à Antananarivo, et mon affectation prend fin quelques mois plus tard en juin. De retour en France, le partenariat prend une tout autre nature. Les doctorants entrent dans une phase de rédaction de leur thèse ; le C3EDM lui-même, sous l'impulsion de son directeur, Jeannot Ramiamamana, parvient à décrocher un contrat de recherche auprès du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), et les chercheurs du programme Eger 1 s'engagent également dans une phase rédactionnelle pour la valorisation des travaux. Un ouvrage intitulé *Madagascar face aux enjeux du développement durable* paraîtra début 2007, chez Karthala (CHABOUD *et al.*, 2007). Les activités du C3EDM deviennent largement distinctes de mon propre agenda scientifique.

Une autre chercheuse, Florence Galletti, juriste nouvellement recrutée à l'IRD, est affectée au C3EDM en 2006, puis ce sera au tour d'un enseignant-chercheur économiste de l'université de Versailles, Jérôme Ballet, d'être affecté en 2009. À chaque fois, les thématiques se complètent si bien que le C3EDM développe de nouvelles compétences, attire de nouveaux étudiants, etc.

Personnellement, l'appui au partenaire va se faire sur des projets financés sur appel d'offres, traduisant une tendance assez générale à la recherche de fonds extérieurs compétitifs. Cette nouvelle manière d'aborder la recherche invite au comparatisme entre pays, chaque partenaire institutionnel possédant ses propres terrains (et pays) de recherche. Ainsi, le premier contrat de recherche est obtenu avec le concours du ministère français de la Recherche. Associés au Gemdev (Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) et le Credal (Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine), nous participons à un programme de recherche dédié à l'analyse des politiques environnementales dans une perspective évolutionniste

(historique et institutionnelle). Le partenaire C3EDM est également impliqué avec les nouveaux docteurs qui viennent de soutenir leur thèse (Fano Andriamahefazafy et Hery Rakotovo). Par la suite, le programme ANR Serena³ nous permettra de poursuivre le partenariat avec le C3EDM.

Au final, le C3EDM existe toujours, onze ans après sa création ; ce qui d'ailleurs n'est plus le cas de l'UMR C3ED (arrêtée en 2010). Il est toujours dirigé par le professeur Jeannot Ramiaramana et animé par quelques jeunes chercheurs, tous économistes. Créé de toutes pièces sur la base d'une collaboration entre l'IRD, l'université de Versailles et celle d'Antananarivo, ce partenaire est reconnu. Il travaille avec de nombreuses institutions nationales et est devenu partenaire de la nouvelle UMI Résiliences, dont de nombreux chercheurs étaient précédemment à l'UMR C3ED (Jean-Luc Dubois, Isabelle Droy, Jérôme Ballet, etc.).

Les enseignements

Cette expérience, encore en cours, est riche d'enseignements. J'en dégagerai quatre principaux.

De la spécificité du partenariat universitaire

L'idée de créer ce laboratoire à l'université d'Antananarivo est le résultat de plusieurs dynamiques. En premier lieu, une dynamique institutionnelle : l'IRD et l'université de Versailles souhaitent développer un partenaire universitaire. De plus, la représentation de l'IRD insistait pour que les chercheurs soient directement affectés chez les partenaires. Enfin, il n'existait pas de centres de recherche en environnement disposant de compétences en économie, ce qui

³ Serena (Services environnementaux et usage de l'espace rural, 2009-2013) est un programme financé par l'ANR dans le cadre de son appel d'offres Systerra 2008.

était la discipline d'entrée de l'UMR. Mais l'idée de créer ce laboratoire était également le résultat de dynamiques plus personnelles liées à « un courant qui passe bien » entre les principaux chercheurs et enseignants-chercheurs, français et malgaches.

Cette convergence de dynamiques a apporté *a contrario* son lot de problèmes. Tout d'abord, l'université était (et est toujours) dans une situation difficile, tant humainement, que financièrement. Ainsi, l'absence de recrutements d'enseignants-chercheurs (titulaires de leur poste) a été préjudiciable durant toutes ces années. Ce n'est que très récemment que les bailleurs de fonds ont apporté les financements permettant de nouveaux recrutements, donnant un peu d'air à un corps d'enseignants vieillissant. De même, les salaires étant bas, l'incitation à obtenir des contrats d'expertise est forte. La recherche, permettant plus facilement d'acheter du matériel informatique que de financer les chercheurs, n'est pas forcément perçue comme prioritaire. Les clés USB ne nourrissant pas la famille, il est difficile d'aller au-delà de certains engagements de la part des partenaires.

Enfin, les étudiants, très nombreux, n'ont pas toujours le niveau requis pour atteindre les standards internationaux, ce qui est préjudiciable pour l'obtention de bourses de thèse notamment. La période socialiste des années 1980 (1972-1989) a impliqué un recul de la pratique de la langue française, si bien qu'il n'est pas rare de discuter avec le personnel (âgé) d'entretien de l'université parlant et écrivant mieux le français que certains étudiants de deuxième cycle...

À cela s'ajoutent les innombrables grèves, tantôt liées au statut des enseignants, tantôt aux bourses des étudiants, tantôt aux raisons politiques décrites plus haut. En cinq années universitaires passées à l'université, je ne suis pas sûr d'avoir connu une année universitaire complète, si bien qu'il m'est difficile, encore aujourd'hui, de connaître les dates normales d'entrée et de sortie de promotion.

Toutefois, cette spécificité est gage d'opportunités. La France, un des pays les plus actifs dans le partenariat universitaire à Madagascar, développe ainsi depuis de nombreuses années, à travers le Scac (le Service de coopération et d'action culturelle), un partenariat couvrant le soutien à certaines filières, l'accompagnement vers le système LMD, le développement des TIC, etc. Notre présence,

combinée à celle des équipes du Scac, a ainsi permis d'améliorer le partenariat sur le plan logistique. Nous avons pu, par exemple, câbler le laboratoire, financer certaines formations plus techniques sur des logiciels de traitement de données...

De même, la présence d'étudiants a également été bénéfique aux différents programmes de recherche réalisés. Systématiquement nous adossons à des stages français, des binômes malgaches. Parfois même, les étudiants malgaches interviennent seuls pour la conduite de leurs travaux de stage. L'existence d'un centre de recherche au cœur même de l'université avec les moyens mis à disposition permet aussi de créer un point de repère pour les étudiants, une sorte de pépinière pour des vocations à la recherche.

De la difficulté de pérenniser le partenariat

La spécificité de ce partenariat implique également des difficultés pour la pérennisation. Dans le domaine spécifique qui est le nôtre, la distanciation des politiques et de leurs acteurs (administrations, ONG, bailleurs de fonds...) est une nécessité. Sans cette posture critique, il n'est pas possible d'analyser scientifiquement la politique environnementale (sa genèse et ses évolutions, ses applications locales...). L'intérêt des bailleurs de fonds est alors faible si on ne s'inscrit pas, sans réserve, dans leurs actions. À moins de basculer dans l'expertise, il est difficile pour le partenaire de trouver des financements spécifiquement orientés recherche (du moins pour les SHS). L'analyse des politiques environnementales de manière historique et transcalaire est peu « vendable » à Madagascar.

En l'absence de fonds spécifiques pour la recherche, le partenaire est tenté de poursuivre sa quête de fonds vers les instances internationales. Mais pour un laboratoire naissant, et compte tenu des effectifs statutaires réduits, il est difficile d'apparaître crédible sur la scène internationale. Les réseaux les plus utilisés sont alors ceux, traditionnels, utilisés par le partenaire IRD, à savoir l'ANR ou la FRB (Fondation de la recherche sur la biodiversité). Mais là encore, les embûches sont nombreuses. À titre d'anecdote, nous avons eu les pires difficultés à financer le laboratoire C3EDM lors du programme Serena, l'ANR refusant de faire apparaître des partenaires étrangers comme partenaires à part entière, mais

seulement comme « prestataires de services » : « Seuls pourront être bénéficiaires des aides de l'ANR les partenaires résidant en France, les laboratoires associés internationaux des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche français ou les institutions françaises implantées à l'étranger. La participation de partenaires étrangers est néanmoins possible dans la mesure où chaque partenaire étranger assure son propre financement dans le projet, ou bien, si les partenaires étrangers sont financés en prestation de services d'une équipe française dans les conditions prévues dans le règlement financier de l'ANR » (ANR, 2008 : 18).

Malheureusement, à Madagascar, la représentation de l'IRD appelle « prestataire de services » les personnes ou organismes qui fournissent des prestations de nature technique et non scientifique. Le partenaire scientifique n'est pas un prestataire. Il ne s'agit pas simplement d'une terminologie, car cela signifie qu'il nous a été très compliqué de déléguer au laboratoire malgache une dotation qui était prévue dans le programme scientifique...

Finalement, la pérennité du partenaire est centrale. Elle n'est pas simplement liée à une question financière, mais compte tenu des difficultés évoquées plus haut, il est évident que celui-ci reste un levier essentiel afin de maintenir et d'encourager les vocations à la recherche et d'éviter les « pertes en ligne » de l'expertise privée.

De la difficulté de réaliser la pluridisciplinarité

Une autre spécificité de notre approche a été la pluridisciplinarité. Dans la lignée des travaux de René Passet qui a initié la pluridisciplinarité en économie de l'environnement en France, l'UMR C3ED et les partenaires malgaches ont cherché à bâtir un centre de recherche rassemblant des compétences scientifiques multiples. Ainsi, à son début, le C3EDM comptait parmi ses membres outre des économistes, des linguistes, géographes, anthropologues, agronomes, juristes, écologues, chimistes et physiciens. L'idée, par exemple, d'associer économistes, anthropologues et physiciens pour l'analyse des modalités de développement des énergies renouvelables (fours solaires pour la cuisson des aliments à la place de la cuisson sur feu de bois, par exemple) était tout à fait inédite et

pertinente, ceci notamment dans le cadre des mécanismes de développement propre issus de la convention sur le changement climatique. De même, l'implication de chimistes, au départ surprenante, a présenté un intérêt pour l'analyse des composés polluants issus de l'industrie du textile et de leur impact sur les produits alimentaires (riz, légumes) dans l'agriculture périurbaine d'Antananarivo. Cette compétence a ainsi permis au C3EDM de participer à un programme de recherche (Adurra) mené par une chercheuse de l'Inra (Institut national de la recherche agricole), Christine Aubry, et d'y associer plusieurs étudiants malgaches.

Cependant, au fil du temps, l'implication de ces chercheurs dans un laboratoire issu du département économie de la faculté DEGS a suscité des critiques à peine voilées. Pourquoi un enseignant-chercheur de la faculté des Sciences ou des Lettres s'investirait dans un programme de recherche et un laboratoire estampillés faculté Droit, économie, gestion et sociologie ? De même, le département d'économie n'était pas toujours très enthousiaste à l'idée de soutenir des mémoires d'étudiants issus d'une formation en économie sur des thématiques aussi transversales, et donc jugés par des scientifiques d'autres disciplines.

Enfin, les bailleurs de fonds et les ONG de conservation de la biodiversité, très intéressés par des compétences en économie, ont poussé pour le développement d'une expertise économique qui leur serait utile. Aussi, progressivement, pour ces diverses raisons, le partenaire s'est recentré sur la discipline économique. Certes, une économie ouverte, proche de la socio-économie, mais centrée sur des approches et des méthodes toutefois propres à l'économie.

De l'opportunité de l'appui de l'IRD

L'un des points forts de cette expérience a été l'adéquation entre les besoins du partenaire pour exister et se développer et l'offre partenariale que propose l'IRD. Que ce soit à travers les moyens mis à disposition par la représentation de l'IRD à Madagascar ou par les dispositifs de soutien de l'ex-DSF, le partenariat a grandement profité de l'action de l'Institut. Par exemple, sans les deux bourses de thèse accordées par le DSF (Département soutien et formation) et sans la JEAI, le laboratoire n'aurait probablement pas survécu. Les

équipements n'auraient pas existé, et les doctorants, aujourd'hui titulaires de leur poste comme maître de conférences, responsables de formation de 3^e cycle... n'auraient pas pu amorcer leur carrière de chercheurs. Et nous n'aurions sans doute pas pu mener à bien les différents programmes de recherche.

Remarques conclusives

Quels enseignements tirer, en termes d'éthique partenariale, d'une telle expérience ? Pour répondre succinctement à une telle question, je choisis de les présenter sous la forme de préceptes.

– *Raisonner sur le temps long et s'appuyer sur les jeunes.* Ce que je retire de cette expérience est qu'on peut la concevoir comme un investissement. De fait, approcher le partenariat sur le temps long en s'appuyant notamment sur les plus jeunes est sans doute un gage de réussite. Les aléas créés par nos propres agendas (quadriennaux d'UMR, notamment) doivent interférer au minimum avec le partenaire. L'éthique partenariale consiste sans doute à accepter les effets de nos propres évolutions institutionnelles sur nos partenaires, afin de les minimiser.

– *Ouvrir rapidement à l'international, seul garant d'une autonomie financière et d'une dynamique de publication.* Compte tenu du point précédent, il apparaît utile, voire stratégique, d'impliquer très tôt le partenaire (s'il ne l'a pas fait par lui-même, bien sûr) vers des réseaux internationaux. Cela doit lui permettre d'être plus rapidement autonome vis-à-vis de nos structures et de démultiplier les opportunités pour ses membres (bourses de thèse notamment, mais aussi publications, participations à des projets collectifs tels que les ouvrages ou numéros spéciaux de revues). Cela implique de ne pas raisonner sous forme de « chasse gardée », tout en veillant à la propriété intellectuelle des travaux réalisés avec l'IRD. L'équilibre n'est pas simple à réaliser. Il nécessite une bonne entente entre partenaires, et finalement, d'adopter une éthique réciproque.

– *Anticiper les effets produits par l'élaboration du partenariat universitaire au moment du montage des projets.* S'implanter « chez le partenaire » est évidemment une entreprise louable, mais elle possède des effets induits sur les partenaires eux-mêmes ; ces derniers pouvant développer des barrières à l'entrée pour d'autres chercheurs issus d'universités, de facultés, de départements différents... À l'inverse, nous pouvons, par la spécificité de nos propres problématiques, créer des « appels d'air » pour certaines compétences au détriment d'autres. L'éthique partenariale consiste aussi à bien cerner ces modalités au moment du lancement du programme en identifiant ce qui relève d'une dynamique collective qui doit faire sens sur le plan scientifique, tout en évitant l'esprit « bunker », de ce qui relève de programmes plus individuels du ou des chercheur(s) français ou national (aux).

– *Mieux combiner expertise et recherche.* À défaut de pouvoir financer les chercheurs partenaires, il convient d'accepter le recours à l'expertise... qui est d'ailleurs souhaité par les partenaires non scientifiques comme les bailleurs de fonds (Banque mondiale, Pnud...). Mais il importe également que le cœur de l'activité partenariale soit centré sur le développement scientifique. Autrement dit, c'est un équilibre à trouver et un état d'esprit à avoir (celui d'accepter que le partenaire développe à partir de nos recherches communes une expertise propre).

Ces réflexions sont évidemment le résultat d'une expérience particulière, celle qui a consisté à créer de toutes pièces un centre de recherche en milieu universitaire dans un pays très démuné. Elle correspond cependant à une facette très stimulante de notre métier de chercheur à l'IRD.

Bibliographie

- AERES, 2010 – *Rapport d'évaluation de l'Institut de recherche pour le développement*. Septembre 2010, 34 p.
- ANTHEAUME B., BONNEMAISON J., LERICOLLAIS A., MARCHAL J.-Y., 1984 – *Libres réflexions sur une pratique de la géographie à l'Orstom*. *L'Espace Géographique*, 4 : 353-360.
- ANTOINE P., DUBRESSON A., MANOU-SAVINA A., 1987 – *Abidjan « côté cours » : pour comprendre la question de l'habitat*. Paris, Orstom/Karthala.
- ARGYRIS C., SCHÖN D., 1996 – *Organizational Learning II: Theory, Method and Practice*. Reading, MA, Addison-Wesley.
- ATELIERS D'ANTHROPOLOGIE, 2009 – *La relation ethnographique, terrains et texte*. *Ateliers d'anthropologie*, 33.
- ATLANI-DUAULT L., VIDAL L. (éd.), 2009 – *Anthropologie du développement et de l'aide humanitaire. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*. Paris, Armand Colin.
- BAKO-ARIFARI A., 2007 – « La médiation socio-anthropologique entre savoir et action. Plaidoyer pour un métier de médiateur en action publique ». In : *Une anthropologie entre rigueur et engagement*, Paris, Apad/Karthala : 175-199.
- BARÉ J.-F., 1995 – *Les applications de l'anthropologie : un essai de réflexion collective depuis la France*. Karthala.
- BARÉ J.-F., 2001 – *L'évaluation des politiques de développement*. Paris, L'Harmattan.
- BATTESTI V., 2005 – *Jardins au désert. Évolution des pratiques et savoirs oasiens, Jérid tunisien*. Paris, IRD Éditions, coll. À travers champs.
- BÉDOUCHA G., 1987 – *L'eau, l'amie du puissant, une communauté oasienne du Sud tunisien*. Paris, Archives contemporaines.
- BELAÏD H., RIAUX J., 2011 – *Appropriation et gestion des eaux en Tunisie à l'époque coloniale. Une histoire de dépossession(s) ? Cas du Kairounnais*. Colloque du réseau RED-MED : Appropriation des ressources naturelles et patrimoniales : compétitions et droits d'accès en Méditerranée, 28-30 nov., Beyrouth, communication orale.
- BELLIER I., 2002 – *Le Concept de Partenariat et le dialogue politique : la Commission européenne et l'élargissement de l'Union*. *Anthropologie et Sociétés*, 26 (1) : 139-157.
- BEN SALEM L., 2009 – *Propos sur la sociologie en Tunisie*. Entretien avec Sylvie Mazzella. *Genèses*, 75 (2) : 125-142.
- BENSA A., 2007 – *De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance*. *Enquête*, 1 : 131-140.
- BERNANDER B., 1995 – *Facing a Complex Emergency: An Evaluation of Swedish Support to Emergency Aid to Cambodia*. Stockholm, Stockholm SIDA.
- BERQUE J., 1955 – *Structures sociales du Haut Atlas*. Paris, PUF.
- BERQUE J., 1956 – *Cent-vingt-cinq ans de sociologie maghrébine*.

Annales. Économies, Sociétés, Civilisations, 11 (3) : 296-324.

BLANC F.-X., SOK T., LAUREILLARD D. et al., 2011 – Earlier versus later start of antiretroviral therapy in HIV-infected adults with tuberculosis. *The New England Journal of Medicine*, 365 (16) : 1471-1481.

BONNEMAISON J., 1986 – *La dernière île*. Éditions Arlea/Orstom.

BONNEMAISON J., 1989 – *L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique. Tropiques, lieux et liens. Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*. Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères.

BONNEMAISON J., 1991 – « Lieux et routes en Mélanésie ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle, approche géographique de l'espace*, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires : 315-318.

BONNET D. (éd.), 2003 – *L'éthique médicale dans les pays en développement. Autrepart*, 28, 192 p.

BOURDIER F., 2006 – *Policies and politics underlying the path for universal access to treatment against AIDS in Cambodia*. Working paper n° 18, Lünd University, Centre for East and Southeast Asian Studies, 22 p.

BOURDIER F., 2009 – *Socio-anthropological investigation related to the acceptability of Plumpy'nut in Cambodia*. Phnom Penh, March, Research Document for the William J. Clinton Foundation, NCHADS and UNICEF, 56 p.

BOURDIEU P., 1997 – *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil, 318 p.

BOURDIEU P., WACQUANT L., 1992 – *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Seuil, 272 p.

BRUN J., PAIX C., 2002 – « Regard sur la recherche urbaine ». In : *Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort, un géographe engagé*, Strates hors-série 2002, mis en ligne le 17 mai 2005, consulté le 12 septembre 2012. <http://strates.revues.org/557>

CABANES R., 1994 – Du quarantenaire au cinquantenaire : brève réflexion institutionnelle sur la constitution des objets de recherche. Objets, terrains, disciplines. Pratiques sociales et travail. *Les Cahiers*, 21.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHES Y., 2001 – *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, Le Seuil.

CALLON M., LATOUR B., 1991 – *La Science telle qu'elle se fait : anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*. Paris, La Découverte.

CCDE, 2012a – *L'éthique du Partenariat dans la recherche scientifique à l'IRD*. IRD Éditions.

CCDE, 2012b – *Guide de bonnes pratiques de la recherche pour le développement*. IRD Éditions.

CÉFAÏ D. (éd.), 2001 – *Cultures politiques*. Paris, PUF.

CHABOUD C. et al., 2007 – *Madagascar face aux enjeux du développement durable : des politiques environnementales à l'action collective locale*. Paris, Karthala.

CHABROL F., 2008 – « Enquêter en milieu convoité. Les terrains surinvestis de l'anthropologie ». In Fassin D. (éd.) : *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte : 229-244.

CHABROL F., 2012 – *Prendre soin de sa population. Le sida au Botswana, entre politiques globales et pratiques*

- locales de la citoyenneté*. Thèse doct. en sociologie, EHESS, Paris, 413 p.
- CHABROL F., GIRARD G. (éd.), 2010 – *VIH/sida. Se confronter au terrain. Expériences et postures de recherche*. Paris, ANRS.
- Chambre de Commerce et d'Industrie française au Vietnam (CCIFV), 2012 – *Annuaire 2012/ 2012 Directory*. Hô Chi Minh Ville, 304 p.
- CHATELIN Y., 1984 – « Les dominations scientifiques ». In Chatelin, Y., Arvanitis R. : *Forum Pratiques et Politiques Scientifiques* : 161-163.
- CLAYTON A., 1996 – *NGOs, Civil Society and the State: Building Democracy in Transitional Societies*. Oxford, Intrac publication.
- CLERC V., 2009 – Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phnom Penh. Influence des organisations internationales et contradictions de l'action publique. *Géocarrefour*, 80 (3). <http://geocarrefour.revues.org/1160>.
- COLLECTIF COMMOD, 2005 – La modélisation comme outil d'accompagnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13 : 165-168.
- COOK S. D. N., BROWN J. S., 1999 – Bridging epistemologies: the generative dance between organizational knowledge and organizational knowing. *Organization Science*, 10 : 381-400.
- COPANS J., 1998 – « Entre porteurs de valise et porteurs de savoir ». In Schlemmer B. (éd.) : *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala : 211-267.
- COPANS J., 2010 – *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*. Paris, Karthala.
- COTTEN A.-M., 1967 – Une expérience d'approche du fait géographique en Afrique de l'Ouest. *Cah. Orstom, sér. Sci. hum.*, décembre : 57-63.
- COUDERC M., 2011 – *Enjeux et pratiques de la recherche médicale transnationale en Afrique. Analyse anthropologique d'un centre de recherche clinique sur le VIH à Dakar (Sénégal)*. Thèse doct. en anthropologie, univ. Aix-Marseille III, 507 p.
- Council for the Development of Cambodia, 1995 – *Development cooperation*. Phnom Penh, Development Cooperation Report 1994-95.
- COURADE G., 1994 – *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris, Karthala, 410 p.
- COURADE G., 2007 – Géographe Orstom-IRD dans une Afrique en mouvement. *Revue Tiers Monde*, 191 : 553-572.
- COURET D., 1986 – *Trois exemples d'informatisation de données urbaines. Traitement de données localisées*. Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires.
- COURET D., 1991 – « Application de la méthode d'analyse d'un système d'échelles au traitement géographique des données : traitement des données sur le logement du recensement 1982 de Quito (Équateur) au niveau de l'îlot ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle*, Paris, Orstom : 235-247.
- COURET D., LORTIC B., RAKOTOMALALA P., 1999 – *Téledétection de la dynamique du bâti dans le périmètre du grand Abidjan*. Opération de recherche BNETD – LCA-IRD, 14 mars au 10 avril 1999,

- centre IRD Aulnay-sous-Bois.
[http://www.bdville.ird.fr/cvd/BNETD/Page_0.php3r]
- COUTY P., 1984 – « Qui a peur des dominations scientifiques ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. (éd.) : *Pratiques et Politiques Scientifiques*, Actes du Forum, Paris, Orstom : 165-169.
- COUTY P., 1989 – « Similitudes, simulacres et absence ». In Perrier E., Couty P., Iris J.-M., Renaud P., Pichon G., Mullon C. (éd.) : *La Modélisation : aspects pratiques et méthodologie*, Séminar 2, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires : 385-426.
- COUTY P., 1990 – *Apport Sciences Sociales et recherche multidisciplinaires à l'Orstom*. Document annexe, journées d'études 4-5-6 septembre, Paris, Orstom, p. 7.
- CROCHET S., 1998 – *Activités et idéologies des agences internationales en charge des programmes sida au Cambodge*. Paris, université de Nanterre/CNRS (ronéotypé).
- DANDOY G., SOURIS M., 1985 – « L'enjeu de l'Infographie ». In Dandoy G. (éd.) : *Traitement des données localisées*, Paris, Orstom : 11-28.
- DAY R. A., GASTEL B., 2011 – *How to write and publish a scientific paper*. Seventh Eds. Santa Barbara (CA), Greenwood, 310 p.
- DEMANGE E., 2010 – *La controverse « Abstain, be faithful, use a condom »*. *Transnationalisation de la politique de prévention en Ouganda*. Thèse doct. en science politique, CEAN Sciences Po Bordeaux.
- D'ERCOLE R., GLUSKI P., HARDY S., SIERRA A., 2009 – *Vulnérabilités urbaines dans les pays du Sud*. Présentation du dossier. *Cybergeo : European Journal of Geography* Dossiers, Vulnérabilités urbaines au Sud <http://cybergeo.revues.org/23964>
- DESCLAUX A., LANIÈRE I., NDOYE I., TAVERNE B., 2002 – *L'initiative sénégalaise d'accès aux médicaments antirétroviraux*. Paris, ANRS.
- DESCLAUX-SALL C., COUDERC M., DESCLAUX A., 2012 – *Mobilisation des acteurs communautaires et scientifiques de la recherche en santé*. Dakar, réalisation : Cupillard M., CRCF, IRD, ANRS, vidéo, 17 mn.
- DESCOLA P., 1993 – *Les lances du crépuscule. Relations jivaros, Haute Amazonie*. Paris, Terre Humaine.
- DESJEU D., 1992 – *Étude des effets de l'intervention de l'Orstom dans quatre pays tests, Mexique, Cameroun, Congo, Niger*. Étude réalisée à la demande du Comité national d'évaluation de la recherche, rapport de synthèse, Paris, 44 p. [www.argonautes.fr/uploads/uploads/documents/1992_12ORSTORMSynthese.pdf ; 21/08/2012]
- DESVALLÉES A., MAIRESSE F. (dir.), 2011 – *Concepts clés de muséologie*. Paris, Icom/Armand Colin, 722 p.
- DROZ Y., 2009a – « Mythes et réalités du partenariat scientifique ». In Droz Y., Mayor A. (éd.) : *Partenariats scientifiques avec l'Afrique. Réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*, Paris, Karthala : 17-34.
- DROZ Y., 2009b – La morale de l'interdiction de la clitoridectomie en pays kikuyu. *Anthropologie et Société*, 33 (3) : 118-137.
- DROZ Y., LAVIGNE J.-C., 2006 – *Éthique et développement durable*. Paris, Karthala/IUED.

- DROZ Y., MAYOR A. (éd.), 2009 – *Partenariats scientifiques avec l'Afrique : réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*. Paris, Karthala, 215 p.
- DROZ Y., MAYOR A., ROOST VISCHER L., THÉVOZ C. (éd.), 2001 – *Partenariats Nord-Sud/Forschungspartnerschafte*. Hamburg, Lit Verlag.
- DUCHEMIN J.-P., 1990 – Villes, espaces, aménagement. *La Géographie*, Grands colloques de prospective : 131-133.
- DUREAU F., BARBARY O., MICHEL A., LORTIC B., 1989 – *Sondages aréolaires sur image satellite pour des enquêtes socio-démographiques en milieu urbain*. Manuel de formation Orstom, Paris, 8 p., 15 fiches pédagogiques.
- EBOKO F., 2005 – Politique publique et sida en Afrique. De l'anthropologie à la science politique. *Cahiers d'études africaines*, 45 (2), 178 : 351-387.
- EBOKO F., 2005a – « Patterns of mobilization: political culture in the fight against AIDS ». In Patterson A.S. (ed.) : *The African State and the AIDS Crisis*, Ashgate, Aldershot : 37-58.
- EBOKO F., 2005b – Law against morality? Access to anti-AIDS drugs in Africa. *International Social Science Journal*, 186, Unesco : 713-722.
- EBOKO F., 2005c – Sida : des initiatives locales sous le désordre mondial. *Espirit*, Vues d'Afrique, août-septembre : 200-211.
- EBOKO F., 2005d – « Institutionnaliser l'action publique en Afrique : la lutte contre le sida au Cameroun ». In Quantin P. (éd.) : *Gouverner les sociétés africaines : acteurs et institutions*, Bordeaux-Paris, CEAN/Karthala : 263-287.
- EBOKO F., CHABROL F., 2005 – « Réappropriation du paradigme de la sécurité face au sida en Afrique : diffusions, confusions, inversions ». In Bagayogo-Penone N., Hours B. (éd.) : *États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud*, Paris, L'Harmattan : 193-219.
- EBOKO F., ENGUÉLÉGUÉLÉ M., OWONA NGUINI M. E., 2009 – Cameroun Burkina Faso, Botswana, une approche comparée de l'action publique contre le sida en Afrique. *Télescope (École nationale d'administration publique – ENAP-Québec Canada)*, 15 : 52-67.
- EGROT M., TAVERNE B., 2006 – Essais cliniques, un objet social complexe. *Sciences au Sud*.
- EL QADÉRY M., 2010 – L'Afrique a-t-elle perdu le Nord ? Le Maghreb et ses dichotomies coloniales. *Cahiers d'Études Africaines*, 198-199-200 (1-2-3) : 731-754.
- ELLOUMI M., 2012 – La révolution tunisienne : ruralité vs urbanité. Quelques réflexions. *La lettre de l'IRMC* 8 (janvier-avril 2012) : 16.
- ENGUÉLÉGUÉLÉ M., 2008 – Quelques apports de l'analyse de l'action publique à l'étude du politique en Afrique subsaharienne. *Politique et sociétés*, 27 (1) : 3-28.
- ÉTIENNE M. (éd.), 2010 – *La modélisation d'accompagnement. Une démarche participative en appui au développement durable*, Paris, Éditions Quae.
- FABIAN J., 1983 – *Time and The Other? How Anthropology Makes its Object?* Colombia, Colombia University Press.
- FALL M., SAMBA A. LALOË F., 2006 – Fishing tactics and strategies in coastal demersal trawling fisheries in Senegal. *Aquatic Living Resources*, 19 (4) : 307-316.

- FASSIN D., 2000 – Entre politiques du vivant et politiques de la vie. Pour une anthropologie de la santé. *Anthropologie et Sociétés*, 24 (1) : 95-116.
- FASSIN D., 2008 – « Répondre de sa recherche. L'anthropologue face à ses "autres" ». In Fassin D., Bensa A. (éd.) : *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte : 299-320.
- FAVRET-SAADA J., 1977 – *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*. Paris, Gallimard.
- FISHER R. A., 1922 – On the mathematical foundations of theoretical statistics. *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 222 : 309-368.
- FISHER R. A., 1925 – Theory of statistical estimation. *Proc. Camb. Philos. Soc.*, 22 : 700-725.
- GAILLARD J., 1990 – Les politiques d'aide à la recherche pour le développement du tiers monde : de l'assistance scientifique et technique à la coopération ? Le cas de la France. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 26 (3) : 407-427.
- GALLAIS J., 1989 – « Aux débuts de la géographie africaniste (1950-1960) ». In : *Tropiques, lieux et liens : Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris, Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères : 55-59.
- GAN A., 2012 – *Agriculteurs et paysans : nouveaux acteurs de la société civile et de la transition démocratique en Tunisie ?* Observatoire tunisien de la transition démocratique. [http://observatoiretunisien.org/upload/file/Gana%C2%A0%281%29.pdf]
- GELLNER E., 1969 – *Les saints de l'Atlas*. Paris, Bouchène.
- GHASARIAN C. (éd.), 2004 – *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.
- GIOVALUCCHI F. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2009 – Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs. *Revue Tiers Monde*, 198 : 383-406.
- GLEIZES M., 1985 – *Un regard sur l'Orstom, 1943-1983. Témoignage*. Paris, Orstom, 122 p. [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/divers2/21898.pdf]
- GLUSKI P., COURET D., 2004 – Communiquer et diffuser l'information spatialisée : le Mini Atlas informatisé d'Addis-Abeba et les cartes interactives associées. Restitution des résultats du projet de recherche urbaine « Approche environnementale des dynamiques urbaines à Addis-Abeba, Éthiopie ». *Bulletin du Comité national de Cartographie*, Paris, 181 : 5-20.
- GOUROU P., 1989 – « Deux géographes Paul Pelissier, Gilles Sautter ». In : *Tropiques, lieux et liens : Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris, Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères : 23-25.
- GRUÉNAIS M.-É., 1999 (éd.) – *L'organisation de la lutte contre le sida en Afrique. Une problématique État/société civile*. Rapport ANRS/IRD, Paris.
- GRUÉNAIS M.-É., 2001 (éd.) – Un système de santé en mutation : le cas du Cameroun. *Apad*, bulletin n° 21.
- GRUÉNAIS M.-É., LOMBARD J. (éd.), 1992 – Recherches scientifiques en partenariat. *Journal des Anthropologues*, 46 : 1-91.
- GRUÉNAIS M.-É., OUATTARA F., RICHARD F., DE BROUWERE V.,

- 2012 – Anthropological Insights About a Tool for Improving Quality of Obstetric Care: The Experience of Case Review Audits in Burkina Faso. *Anthropology in Action*, 19 (2) : 27–36.
- GUBRY P., 2002 – *Quelques réflexions relatives à la recherche dans le domaine de la population au Viêt-nam. Séminaire franco-vietnamien sur la recherche en sciences sociales, Hanoi (23-24 mai 2002)*, 14 p. [<http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/IMG/pdf/200209GubryReflexionsRecherchePopulationVN.pdf> ; 09/03/2012]
- GUBRY P., 2004 – « La coopération récente dans le domaine de la recherche démographique au Viêt-nam ». In Simon-Cortés N., Teissonnière A. (éd.) : *Viet Nam, une coopération exemplaire. Henri Van Regemorter (1925-2002) : Parcours d'un militant*, Paris, Comité pour la Coopération scientifique et technique avec le Viet Nam (CCSTVN), L'Harmattan : 210-215.
- HABERMAS J., 1981 (trad. 1987) – *Théorie de l'Agir Communicationnel*. Paris, Fayard.
- HAHONOU E. K., 2000 – *Étude socio-anthropologique des interactions entre usagers et agents de la santé. Le cas du service des urgences de l'Hôpital National de Niamey*. Marseille, EHESS, mémoire de DEA.
- HAMELIN P. et al. 2012 – *Rapport d'activités CORUS et AIRES-Sud*. Paris, MAEE/IRD/AIRD.
- HAMMOUDI A., 1974 – Segmentarité, stratification sociale, pouvoir politique et sainteté, réflexion sur les thèses de Gellner. *Hesperis Tamuda*, 15 : 147-180.
- HANCART PETITET P., 2010 – Des hôtesses de karaoké à Phnom Penh. Négociations des risques en santé de la reproduction. *Mousson Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-est*, IRSEA (Institut de recherche sur le Sud-Est asiatique), 15 : 137-155.
- HANCART PETITET P., 2011 – « "Choix" contraceptifs des femmes vivant avec le VIH au Cambodge ». In Desclaux A., Msellati P., Sow K. (éd.) : *Les femmes à l'épreuve du VIH dans les pays du Sud. Genre et accès universel à la prise en charge*, Paris, ANRS, coll. Sciences sociales et sida : 179-192.
- HANCART PETITET P., 2012 – Anthropology and Clinical Trial Emerging Reproductive Issues in Cambodia. *International Journal of Social Science and Humanity*, 2 (2) : 139-142.
- HANCART PETITET P., BORAND L., PHENG P. et al. 2012 – *Medically non recommended pregnancies and clinical trials: insights from the CAMELIA ANRS 1295-CIPRA KH001 in Cambodia*. Abstract N° MOPE420, Washington DC USA.
- HANCART-PETITET P., DUMAS C., FAURAND-TOURNAIRE A.-L., DESCLAUX A., VONG S., 2011 – Social and cultural dimensions of hygiene in Cambodian health care facilities. *BMC Public Health*, 11 (1) : 83.
- HARDY S., 2009a – Enjeux et fractures de la Bolivie en 2009. *EchoGéo, Sur le vif* : <http://echogeo.revues.org/10965>
- HARDY S., 2009b – La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau dans l'agglomération pacéniennne. Le cas du sous-système El Alto. *Cybergeo : European Journal of Geography*, dossiers, Vulnérabilités urbaines au Sud, document 457.
- HARDY S., 2011 – Gestion des risques, gestion des situations d'urgence à La Paz. Base de données et cartographie d'aide à la décision. *Le monde des cartes*, 207 : 49-62.

- HARDY S., SIERRA A., 2011 – Vulnérabilités des aires urbaines de haute altitude : La Paz et Quito. *Montagnes tropicales*, 1 : 67-80.
- HASSENTEUFEL P., 2005 – « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes ». In : *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, coll. Curapp : 105-124.
- HASSENTEUFEL P., 2011 – *Sociologie politique de l'action publique : l'action publique*. Paris, Armand Colin, 2^e édition, 313 p.
- HICKEY S., MOHAN G. (eds), 2005 – *Participation – From Tyranny to Transformation? Exploring New Approaches to Participation in Development*. Zed Books.
- HUBERT B., 2004 – *Pour une Écologie de l'Action. Savoir Agir, Apprendre, Connaître*. Arguments, Paris.
- IRD, 2001 – *Contrat pluriannuel de l'Institut de recherche pour le développement 2001-2004 signé le 17 avril 2001*. Textes de référence de l'IRD, 6, 46 p.
- IRD, 2010 – *L'IRD demain, contrat d'objectifs État – IRD 2011-2015*. IRD, 27 p.
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2005 – *Guide des bonnes pratiques de la recherche pour le développement*. Paris, 16 p. [www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide_bonnes_pratiques_17052005.pdf ; 09/03/2012]
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2008 – *Responsabilité et partage en Sciences humaines et sociales*. Atelier organisé par le CCDE et le département Sociétés et santé (DSS) de l'IRD, Dourdan, 13 mars 2008, 63 p. [www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/colloques/colloques-ccde-2005-2009/colloque-dourdan-2008 ; 02/09/2012]
- IRD, Comité Consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2012a – *Guide des bonnes pratiques de la recherche pour le développement (2^e édition)*. Paris, 22 p. [www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/textes-de-reference/guide-des-bonnes-pratiques-de-la-recherche-pour-le-developpement ; 24/05/2012]
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2012b – *Éthique du partenariat dans la recherche scientifique à l'IRD*. Marseille, 11 p. [www.ird.fr/content/download/46084/353880/version/3/file/Partenariat+def+avril+2012.pdf ; 24/05/2012]
- IRD, Consultative committee on professional conduct and ethics (CCDE), 2005 – *Guide on good practice in research for development*. Paris, 16 p. [www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide%20of%20good%20practice.pdf ; 09/03/2012]
- IRD, Mission générale de la géostratégie et du partenariat (M2GP), 2012 – *Charte du partenariat de la recherche pour le développement*. Marseille, 1 p. [www.ird.fr/content/download/47832/368526/version/2/file/charte_partenariat_FR_pourWord.pdf ; 24/05/2012]
- JAFFRÉ Y., OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2003 – *Une médecine inhospitalière : les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris, Karthala.
- JENNAR R. M., 2010 – *Trente ans depuis Pol Pot, le Cambodge de 1979 à 2009*. Paris, L'Harmattan.
- KALJONEN M., 2006 – *Co-construction of agency and environmental management. The case of agri-environmental policy implementation*

- at Finnish farms. *Journal of Rural Studies*, 22 : 205-216.
- KASPERSON R. E., 2006 – Rerouting the stakeholder express. *Global Environmental Change*, 16 : 320-322.
- KILANI M., 1992 – *La construction de la mémoire. Le lignage et la sainteté dans l'Oasis d'El Ksar*. Genève, Labor et Fides.
- LALOË F., BERGERARD P., SAMBA A., 1981 – Contribution à l'étude de la pêche de Kayar. Étude d'une partie des résultats du suréchantillonnage de 1978 concernant les pirogues motorisées pêchant à la ligne. Doc. Sci. Cent. Rech. Océano. Dakar Thiaroye, 79, 45 p.
- LALOË F., SAMBA A., 1990 – *La pêche artisanale au Sénégal : ressource et stratégies de pêche*. Paris, Orstom, coll. Études et thèses.
- LALOË F., SAMBA A., 1991 – A simulation model of artisanal fisheries of Senegal. *ICES Mar. Sci. Symp.*, 193 : 281-286.
- LAMBIN E. F., 2005 – Conditions for sustainability of human-environment systems: Information, motivation, and capacity. *Global Environmental Change*, 15 : 177-180.
- LAMBIN E. F., GEIST H. J. (eds), 2006 – *Land-Use and Land-Cover Change. Local Processes and Global Impacts*. Springer, Berlin.
- LATOUR B., 1989 – *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*. Paris, La Découverte.
- LATOUR B., 1997 – *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, La Découverte.
- LATOUR B., 1999 – *Politiques de la Nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. La Découverte, Paris.
- LATOUR B., 2001 – *Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*. Paris, Éditions Quae.
- LATOUR B., WOOLGAR S., 1979 – *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. (éd. 1988) La Découverte, Paris.
- LAVAL P., 1984 – « Comment se définit la politique française de coopération scientifique ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. : *Pratiques et politiques scientifiques*, actes du Forum des 6 et 7 février 1984, Paris, Orstom : 33-35.
- LAVIGNE DELVILLE P., 1997 – À quoi servent les sciences sociales dans les projets de développement rural ? Points de vue d'un 'agent double'. *Bulletin de l'Apad*, 14 : 79-107.
- LAVIGNE DELVILLE P., 2007 – « À la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement ». In Bierschenk T., Blundo G., Jaffré Y., Tidjani Alou M. : *Une anthropologie entre rigueur et engagement*, Paris, Apad/Karthala : 127-150.
- LAVIGNE DELVILLE P., 2012 – Affronter l'incertitude ? Les projets de développement à contre-courant de la « révolution du management de projet ». *Revue Tiers Monde*, 211 : 153-168.
- LE BRIS E., LE ROY E., MARIE A., OSMONT A., SINOU A., 1990 – L'urbanisation dans les pays en développement. Comment faire passer le point de vue d'un géographe dans les équipes multidisciplinaires ? *La Géographie*, Grands colloques de prospective : 137-138.
- LE MEUR P.-Y., 2007 – « Anthropologie et développement. Une relation à plaisanterie ? ». In : *Une anthropologie entre rigueur*

- et engagement, Leiden/Paris, Apad/Karthala : 151-174.
- LE PICHON A., SOW M., 2011 – *Le renversement du ciel. Parcours d'anthropologie Réciproque*. Paris, CNRS.
- LEARN GROUP (eds), 2000 – *Cow up a tree. Knowing and learning for change in agriculture. Case Studies from Industrialised Countries*. Paris, Éditions Quae.
- LEEUWIS C., 2000 – Reconceptualizing participation for sustainable rural development: Towards a negotiation approach. *Development and Change*, 31 : 931-959.
- LEFÈVRE P., 2003 – « Las percepciones diferenciales de un proyecto de investigación para el desarrollo en salud ». In Suremain (de) C.-É., Lefèvre P., Rubín de Celis E., Sejas E. (eds) : *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario sobre la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*, La Paz, Éditions de l'Institut français d'études andines/ Institut de recherche pour le développement/Plural : 455-478.
- LEFÈVRE P., SUREMAIN (DE) C.-É., 2004, « Las percepciones diferenciales de un proyecto de investigación para el desarrollo en Salud ». In Gasché J. (ed.) : *Crítica de proyectos y proyectos críticos de desarrollo. Una reflexión latinoamericana con énfasis en la Amazonía*, Iquitos, Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana : 43-59.
- LEPAPE M., 1998 – *L'énergie sociale à Abidjan*. Paris, Karthala.
- LE PICHON A., SOW M., 2011 – *Le renversement du ciel. Parcours d'anthropologie réciproque*. Paris, CNRS Éditions.
- LESERVOISIER O. (éd.), 2005 – *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*. Paris, Karthala.
- LESERVOISIER O., VIDAL L., (éd.), 2007 – *L'anthropologie face à ses objets. Nouveaux contextes ethnographiques*. Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- LEVALLOIS M., 1994 – Une idée géniale qui a réussi et qui est toujours d'actualité : l'Orstom. *Mondes et cultures*, t. 54 2-3-4 : 227-236.
- LORTIC B., COURET D., 2011 – *Manuel de cartographie rapide. De l'échelle de la région à celle du mobilier urbain*. IRD, Marseille.
- MAINET G., 1994 – Recherches de géographie urbaine en Afrique Occidentale. *Espace Tropical*, 12 : 110-117.
- MANOU-SAVINA A., ANTOINE P., DUBRESSON A., YAPI DIAHOU A., 1985 – Les en-haut des en-bas et les en-bas des en-haut : classes moyennes et urbanisation à Abidjan (Côte d'Ivoire). *Revue Tiers Monde*, 26 (101) : 55-68.
- MASSÉ R., 2009 – Anthropologie des moralités et de l'éthique : essai de définitions. *Anthropologie et Société*, 33 (3) : 21-41,
- MATHIEU M., 2002 – *Donnant-donnant. Les stratégies d'acteurs villageois face aux conditionnalités des projets de développement au Mali*. Thèse doct. en ethnologie et anthropologie sociale, Marseille, EHESS. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00421389/fr/>.
- MATHIEU M., 2012 – « L'auxiliaire ». Une approche empirique du rôle de l'anthropologue dans des projets de coopération au développement. *Bulletin de l'Apad*, (34-6) : 147-174.

- MAX-NEEF M. A., 2005 – Foundations of transdisciplinarity. *Ecological Economics*, 53 : 5-16.
- MELLITI I. 2006 – Une anthropologie « indigène » est-elle possible ? Réflexions sur le statut de l'anthropologie en Tunisie. *Arabica*, 53 (2) : 163-176.
- MELLITI I., MAHFOUDH-DRAOUI D., 2009 – Les sciences sociales en Tunisie. Histoire et enjeux actuels. *Sociologies pratiques*, 19 : 125-140.
- MERMET L., BILLÉ R., LEROY M., NARCY J. B., POUX X., 2005 – L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13 : 127-137.
- MICHEL A., LORTIC B., BARBARY O., DUREAU F., SOURIS M., 1988 – « Segmentation et classification sur une image satellite SPOT en milieu urbain : application à la ville de Quito (Équateur) ». In Peroche B. (éd.) : *Actes du 1^{er} colloque scientifique international PIXIM 88*, Paris, Hermès : 361-377.
- MONTAGNE R., 1931 – *La vie sociale et la vie politique des berbères*. Paris, Éditions du comité de l'Afrique française.
- MORIN E., LE MOIGNE J.-L., 1999 – *L'Intelligence de la Complexité*. Paris, L'Harmattan.
- MURDOCH J., 1998 – The spaces of actor-network theory. *Geoforum*, 29 : 357-374.
- MYSLIWIEC E., 1988 – *Punishing the poor. The internal isolation of Kampuchea*. London, Oxfam, UK.
- NAY O., 2009 – Administrative Reform in International Organizations : The case of the Joint Programme on HIV/AIDS. Questions de recherche/ Research in Question. *CERI Sciences Po*, Paris, 30, octobre 2009 : 1-37.
- NAY O., 2010 – Policy Transfer and Bureaucratic influence in the United Nations: The case of AIDS. *Questions de recherche/Research in Question. CERI Sciences Po*, Paris, 33, septembre 2010 : 1-28.
- NICOLESCU B., 2000 – Transdisciplinarity and complexity. *Bulletin interactif du CIRET* (Centre international de Recherches et études transdisciplinaires), Paris.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2000 – Le « je » méthodologique : implication et explicitation dans l'enquête de terrain. *Revue française de sociologie*, 41 (3) : 417-445.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2004 – Le chaînon manquant. *Le courrier de la planète*, 74 : 36-40.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P., 2011 – Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin). *Cahiers d'études africaines*, 51, 2-3 : 511-528.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2012 – « Promoting research in a context where consulting dominates: the experience of the Lasdel research laboratory in Niger and Benin ». In Lame (de) D., Mazzochetti J. (eds) : *Interfaces empiriques de la mondialisation*, Tervuren, Royal Museum for Central Africa : 43-59.
- OLSSON P., GUNDERSON L. H., CARPENTER S. R., RYAN P., LEBEL L., FOLKE C., HOLLING C. S., 2006 – Shooting the rapids: Navigating transitions to adaptive governance of socio-ecological systems. *Ecology and Society*, 11 (1) : 18. [<http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art18/>]
- ORTNER S. B., 2006 – *Anthropology and Social Theory: culture, power,*

- and the acting subject*. Durham and London, Duke University press, 188 p.
- OUATTARA F., 1999 – *Savoir-vivre et honte chez les Senufo Nanerge (Burkina Faso)*. Thèse doct. en sciences sociales, Marseille, EHESS.
- OUATTARA F., 2002 – Gouvernances quotidiennes au cœur des structures de santé. Les cas d'Orodara et de Banfora, Burkina Faso. *Bulletin de l'Apad* : 23-24.
- OUATTARA F., 2004 – Une étrange familiarité. *Cahiers d'études africaines*, 44 (175) : 635–657.
- OUATTARA F., RIDDE V., 2013 – Expériences connues, vécues... mais rarement écrites. À propos des relations de partenariat Nord-Sud. *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2) : 231-246.
- OUÉDRAOGO R., 2006 – *Les évacuations sanitaires des femmes enceintes à la maternité du CSPS du secteur 28 de Ouagadougou (district sanitaire du secteur 30, Ouagadougou, Burkina Faso)*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Ouagadougou, université de Ouagadougou.
- OVESEN J., TRANKELL I.-B., 2010 – *Cambodians and Their Doctors A Medical Anthropology of Colonial and Post-Colonial Cambodia*. London, NIAS Press.
- PALIER B., SUREL Y., 2005 – « Les trois I » et l'analyse de l'État en action. *Revue française de science politique*, 55, (1) : 7-32.
- PECH N., SAMBA A., DRAPEAU L., SABATIER R., LALOE F., 2001 – Fitting a model of flexible multifleet-multispecies fisheries to the Senegalese artisanal fishery data. *Aquatic living resources*, 14 : 81-98.
- PELTRE P., 1990 – La géographie à l'Orstom. *La Géographie*, 12-13 décembre, Grands colloques de prospective, Éditions MRT : 209-213.
- PERROIS L., 1994 – Sciences et société : 50 ans (et plus) de dialogue à l'Orstom. *Mondes et Cultures*, 44 (2-3-4) : 237-255.
- PERROT M.-D., RIST G., SABELLI F., 1992 – *La mythologie programmée ; l'économie des croyances dans la société moderne*. Paris, PUF.
- PIRON M., 1991 – « Méthode pour le croisement de variables qualitatives dans les enquêtes à plusieurs niveaux ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle*, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires, : 213-233.
- POUPON H., 1993 – Le partenariat avec le Sud. Politique et moyens. Paris, Orstom, *Les dossiers de l'Orstom*, 2, 58 p.
- REIKAT A., 2012 – Jeux de rôles ou l'« intermédiaire professionnel » a-t-il une place dans le système de l'aide au développement. *Bulletin de l'Apad* : 175-191.
- RENAUD F., 2010 – *Les diplomates. Derrière la façade des ambassades de France*. Paris, Éditions Nouveau Monde.
- RENAUD P., 2006 – Le projet RIO : innovation en coopération. TIC et développement. *La revue électronique*, 2, 14 p. [www.tic.ird.fr/spip0d02.html?article177 ; 07/08/2012]
- RIAUX J., à paraître – Engager la construction d'un regard socio-hydrologique : les archives catalyseurs de l'interdisciplinarité. *Nature, sciences et sociétés*.
- RICHARD F., OUÉDRAOGO C., ZONGO V., OUATTARA F., ZONGO S., GRUÉNAIS M.-É., DE BROUWERE V., 2009 – The Difficulty of Questioning Clinical Practice: Experience of Facility-based Case Reviews in

- Ouagadougou, Burkina Faso. *BJOG: An international journal of obstetrics & gynaecology*, 116 (1) (January) : 38-44.
- RIDDE V., CAPELLE F., 2011 – La recherche en santé mondiale et les défis des partenariats Nord-Sud. *Revue canadienne de santé publique*, 102 (2) : 152–156.
- RIOU G., 1984 – « La connaissance des régions intertropicales peut-elle être indépendante, ou est-elle dominée ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. : *Forum pratiques et politiques scientifiques* : 171-181.
- RIST G., 1996 – *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po.
- RIST G. (éd.), 2002 – *Les mots du pouvoir ; sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Paris et Genève, PUF/IUED, coll. Nouveaux Cahiers de l'IUED 13
- RIST G., SABELLI F., 1986 – *Il était une fois le développement*. Lausanne, Editions d'en bas.
- RUBÍN DE CELIS E., LEFÈVRE P., SUREMAIN (DE) C.-É., KOLSTEREN P., 2000 – « Transdisciplinarity in practice. Lessons from an international action-research and development project ». In SFIO Technology (ed.) : *Proceedings of the International Transdisciplinarity 2000 Conference (Transdisciplinarity: Joint Problem-Solving among Science, Technology and Society)*, Workbook II Mutual Learning Sessions, Zurich, Swiss Federal Institute of Technology : 124-128.
- RUELLAN A., 1984 – « Les discours officiels et l'épreuve de la réalité ». In Chatelin Y., Arvanitis R. (éd.) : *Pratiques et politiques scientifiques*, Orstom : 33-35.
- RUELLAN A., 1988 – Une priorité pour les pays du Tiers-Monde. La recherche scientifique, facteur de développement. *Le Monde Diplomatique* août 1988, Paris, p. 24.
- SAHLINS M., 2000 – *Culture in practice: selected essays*. New-York, Zone books.
- SAILLANT F., 1999 – « Les soins, phénomène social total : plaidoyer pour une pratique ancrée de l'interdisciplinarité ». In Goulet O., Dallaire C. (éd.) : *Soins infirmiers et sociétés*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur : 135-158.
- SAMBA A., LALOË F., 1991 – « Upwelling sénégal-mauritanien et pêche du tassergal (*Pomatomus saltator*) sur la côte Nord du Sénégal ». In Cury P., Roy C. (éd.) : *Pêcheries ouest-africaines, variabilité, instabilité et changement*, Paris, Orstom : 307-310.
- SAME EKOBO M., 2011 – *Le palu à l'heure du sida*. Document de travail, Projet Corus 6091, multigr., 30 p.
- SCHEPER-HUGHES N., WACQUANT L., 2002 – *Commodifying Bodies*. SAGE.
- SCHLEMMER B., 1998 – « La responsabilité du chercheur dans la pratique de l'anthropologie française ». In Schlemmer B. : *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala : 228-250.
- SIMEU KAMDEM M., TCHAWA P., JANIN P. (éd.), 2012 – *Pour une géographie du développement : autour de la recherche de Georges Courade*. Paris, Karthala, Hommes et sociétés.
- SMITH A., 2013 – « L'analyse des politiques publiques ». In Balzacq T., Ramel F. (éd.) : *Traité des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SOURIS M., 2002 – *La construction d'un système d'information géographique, principes et algorithmes du système Savane*.

- Thèse doct., univ. de la Rochelle, 505 p.
- STILWELL J., SAMBA A., FAILLER P., LALOË F., 2010 – Sustainable development consequences of European Union participation. *Senegal's marine fishery, Marine policy*, 34 : 616–62.
- STOCKING G. W. (ed.), 1983 – *Observers Observed. Essays on Ethnographic Fieldwork*. Madison, The University of Wisconsin Press.
- SUREMAIN (DE) C.-É., LEFÈVRE P., RUBÍN DE CELIS E., SEJAS E. (eds), 2003 – *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario sobre la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*. La Paz, Plural/Institut de recherche pour le développement/Éditions de l'Institut français d'études andines.
- TAVERNE B., DESCLAUX A., SOW P. S., DELAPORTE E., NDOYE I., 2012 – *Évaluation de l'impact bioclinique et social, individuel et collectif, du traitement ARV chez des patients VIH-1 pris en charge depuis 10 ans dans le cadre de l'ISAARV – Cohorte ANRS 1215*. Rapport final, mai, Dakar, CNLS/CRCF/IRD/ANRS.
- TCHALA ABINA F., 1992 – Requiem pour l'ISH ou la fin de l'approche pluridisciplinaire inter-institutionnelle au Cameroun. *Bulletin de l'Apad*, 3, <http://apad.revues.org/385>.
- TESSIER O., 2008 – « La recherche socio-anthropologique "sous contrat" : pratiques et limites de l'expertise au regard d'expériences de terrain ». In Lagrée S. (éd.) : *Les journées de Tam Dao. Nouvelles approches méthodologiques appliquées au développement*, 13-20 juillet 2007, Hanoi : Thê Gioi : 103-123 [www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2007/07/Tam-Dao-2007-FR-SP6-Tessier.pdf ; 07/08/2012].
- TESSIER O., 2008 – Recherche en sociologie « théo-hyperméthodologique » : pratiques et limites de l'expertise au regard d'expériences de terrain ». In Lagrée S. (éd.) : *Les journées de Tam Dao. Nouvelles approches méthodologiques appliquées au développement*, 13-20 juillet 2007, Hanoi : Thê Gioi : 103-124 [www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2010/03/Tam-Dao-2007-VN-SP6-Tessier.pdf ; 07/08/2012].
- TEULIER R., HUBERT B., 2004 – Des concepts intermédiaires pour la conception collective. Les situations d'action collective avec acteurs hétérogènes. *École d'été CNRS « Cognition et TIC »*, Carry le Rouet.
- THIAO D., LALOË F., 2012 – A system of indicators for sustainability: an example from the Senegalese fisheries. *Marine Resource Economics*, 27 (3) : 267-282.
- THIAO D., CHABOUD C., SAMBA A., LALOË F., CURY P., 2012 – Economic dimension of the collapse of the false cod *Epinephelus aeneus* in a context of ineffective management of the small-scale fisheries in Senegal. *African Journal of Marine Science*, 34 (3) : 305-311.
- VAN DE KERKHOFF M., WIECZOREK A., 2005 – Learning and stakeholder participation in transition processes towards sustainability: Methodological considerations. *Technological forecasting & social change*, 72 : 733-747.
- VIDAL L., 2010 – *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*. Paris, La Découverte.
- VIDAL L., KUABAN C. (éd.), 2011 – *Sida et tuberculose : la double peine ? Institutions, professionnels et sociétés face à la co-infection*

au Cameroun et au Sénégal. Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.

Viện Kinh Tế Thành phố Hồ Chí Minh, 2008 – Kỹ yếu. Viện Kinh Tế TP. Hồ Chí Minh, 1988-2008, TP.HCM, xviii-357 tr. [*Institut de recherche économique de Hồ Chí Minh-Ville, 2008, Actes. L'institut de recherche économique de Hồ Chí Minh Ville (1988-2008). HCMV, xviii-357 p.*]

WINTER G., 1990 – *Le projet de l'Orstom : première proposition*. Bondy, Journées d'études Orstom.

WINTER G., 1991 – *Orstom, le projet d'établissement*. Paris, Orstom.

WINTER G., 2010 – *À la recherche du développement. Un fonctionnaire au service d'une passion*. Paris, Karthala.

WORLD BANK AND ASIAN DEVELOPMENT BANK, 2004 – *Disease control and health development project*. Kingdom of Cambodia, report 26648-KH.

ZONGO S., 2005 – *Approche anthropologique des accouchements à domicile dans le district sanitaire du secteur 30 de Ouagadougou : les cas du CMA du secteur 30 de Ouagadougou et du CSPS de Koubri*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Ouagadougou, université de Ouagadougou.

ZORICH D., WAIBEL G., ERWAY R., 2008 – *Beyond the silos of the LAMs: Collaboration among libraries, archives and museums*. Report produced by OCLC Research. Published online at: www.oclc.org/programs/reports/2008-05.pdf

[http://icom.museum/fileadmin/user_upload/pdf/Key_Concepts_of_Museology/Museologie_Francais_BD.pdf]



Colloques et séminaires

Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique
Laurent Vidal

IRD
Éditions

Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique
Laurent Vidal

IRD Éditions
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2014

Préparation éditoriale

Sylvie Hart

Mise en page

Desk (53)

Correction

Yolande Cavallazzi

Fabrication

Catherine Plasse

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Catherine Plasse

Photo de couverture

Aline Vidal : « *Rencontre*, 1956. Sculpture d'Albert Dupin, plâtre 100 cm x 96 cm x 26 cm. »

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2014

ISSN : 0767-2896

ISBN : 978-2-7099-1835-0



Colloques et séminaires

Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique
Laurent Vidal

IRD
Éditions

Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique
Laurent Vidal

IRD Éditions
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2014

Préparation éditoriale

Sylvie Hart

Mise en page

Desk (53)

Correction

Yolande Cavallazzi

Fabrication

Catherine Plasse

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Catherine Plasse

Photo de couverture

Aline Vidal : « *Rencontre*, 1956. Sculpture d'Albert Dupin, plâtre 100 cm x 96 cm x 26 cm. »

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2014

ISSN : 0767-2896

ISBN : 978-2-7099-1835-0